



## Appel commun novembre 2024

*«Tes villes saintes sont un désert; Sion est un désert, Jérusalem une solitude.» Esaie 64:10*

### France – Mettons un terme à la surpopulation carcérale chronique !

La surpopulation carcérale est un phénomène carcéral chronique en France. Avec un taux d'occupation moyen de 127%, les prisons françaises occupent le bas du classement européen. Derrière ces chiffres se cachent des abus, des violations des droits humains et des traitements cruels, inhumains et dégradants.

Le 1er octobre 2024, la population carcérale en France a atteint des sommets : 79 631 détenus pour seulement 62 279 places opérationnelles dans les prisons françaises, soit un taux d'occupation de près de 128%. En matière de densité carcérale, la France fait figure de mauvais élève parmi les pays européens, occupant la 45ème place en 2022, devant Chypre et la Roumanie.

Cette surpopulation carcérale a des conséquences désastreuses sur les conditions de détention. Actuellement, 3.810 détenus dorment sur des matelas posés à même le sol, dans des cellules surpeuplées de 9m<sup>2</sup>, alors que le principe d'encellulement individuel est inscrit à l'article 100 de sa loi pénitentiaire du 24 novembre 2000. Derrière ces chiffres, des personnes complètement déshumanisées. Elles doivent souvent passer plus de 20 heures par jour dans ces cellules surpeuplées. L'espace disponible y est parfois inférieur à 1m<sup>2</sup> par personne. De plus, de nombreuses cellules sont vétustes et infestées de nuisibles. Les déplacements sont limités, l'accès aux soins, difficile et l'accompagnement par un conseiller pénitentiaire d'insertion et de probation (CPIP) devient un bien trop rare privilège.

Ces conditions indignes de détention ont valu à la France plusieurs condamnations, tant au niveau international que national. En 2019, le Comité européen pour la prévention de la torture (CPT) a exprimé sa vive préoccupation concernant les conditions matérielles de détention et la surpopulation carcérale en France. Il a appelé les autorités à adopter une stratégie globale destinée à réduire la population carcérale. En janvier 2020, la Cour européenne des droits de l'Homme a également ordonné à la France de mettre fin à la surpopulation dans ses prisons et aux conditions dégradantes de détention qui en découlent. Elle reconnaissait ainsi la violation de l'article 3 de la Convention interdisant les traitements inhumains ou dégradants.

Malgré ces condamnations et les relances du Comité des ministres- organe de contrôle de l'exécution des décisions de la CEDH- la France n'a toujours pas remédié au problème chronique de la surpopulation carcérale. Depuis des décennies, la seule réponse du Gouvernement consiste à promettre la création de nouvelles places de prison. Mais ces annonces sont rarement suivies d'effets. De plus, il est évident que la création de nouvelles places ne saurait suffire à remédier à la pression carcérale. Au contraire, des lois pénales de plus en plus répressives et la sévérité accrue des juges contribuent à une surpopulation importante dans les maisons d'arrêt. Incontestablement cette situation entrave aussi les maigres efforts de l'administration pénitentiaire pour préparer la réinsertion. Enfin elle génère des taux de récidive alarmants, entraînant une hausse continue de la population carcérale.

**Dans la lettre d'intervention**, nous demandons au ministre de la justice, Monsieur Didier Migaud, de prendre acte de l'[arrêt de la CEDH JMB c. France](#) et d'adopter toutes les mesures nécessaires pour mettre un terme à la surpopulation carcérale. Nous appelons également à un recours accru aux aménagements de peine et aux peines alternatives à l'emprisonnement, ainsi qu'à l'établissement d'un système de régulation carcérale permettant de ne plus dépasser 100% d'occupation carcérale.

**Sources :** ACAT-France, Contrôleur général des lieux de privation de liberté, ministère de la Justice, Observatoire international des prisons